

Dans la profusion d'articles sur la révolte des Gilets jaunes, il en est quelques uns qui s'attachent à évoquer et à comprendre les causes profondes, et pas seulement conjoncturelles, de la crise en cours : tel est le cas de l'entretien (publié sur le site du **Figaro Vox** le 15 février) avec le sociologue Louis Chauvel sur les classes moyennes qui précise utilement la situation de ce «

groupe social hétérogène, trop riche pour réellement bénéficier de la redistribution mais trop fragile pour espérer une ascension sociale

», ce que l'ancien président Nicolas Sarkozy avait formulé en une phrase simple : «

ceux qui, trop riches pour être pauvres, sont trop pauvres pour être riches

».

« **Ces personnes soupçonnent qu'ils paieront des impôts que les élites économiques évitent, et que leurs efforts seront sans récompense, parce qu'ils sont au-dessus des seuils de solidarité** » : c'est cette impression qui nourrit une grande part de l'inquiétude mêlée de ressentiment des classes moyennes, et qui a formé comme une immense poche de gaz sociale dont la brutale explosion en novembre dernier a fait trembler, un court moment, les murs de la République élyséenne. Et c'est la réalité du déclassement qui constitue le carburant d'une révolte qui n'a pas complètement cessé, faute de réponse sérieuse aux angoisses des classes moyennes fragilisées par les grands mouvements de la mondialisation et de la métropolisation : «

La grande transformation [depuis la fin des Trente Glorieuses] a été le déclassement du salarié qualifié moyen. Sans accès au patrimoine (...) le seul travail salarié ne permet plus aux ouvriers comme aux ingénieurs d'accéder à un confort supérieur. (...) C'est au centre de la pyramide que la tension entre les espoirs déçus et les réalités est la plus forte. Une année de travail salarié moyen permettait d'acheter neuf mètres carrés de logement parisien dans les années 80, et plus que trois aujourd'hui.

». En somme, le travail salarié a été victime d'une mondialisation dans laquelle l'actionnaire a pris le pas sur ceux qui vivent de leur force ou de leur intelligence de travail, et, pour la France, il ne paraît pas impossible de dater l'accélération de ce processus des années Mitterrand, quand s'étiolaient les idéologies du

La tragédie des classes moyennes. Partie 1 : Les illusions perdues.

Écrit par Jean-Philippe

Mercredi, 20 Février 2019 21:32 - Mis à jour Mercredi, 20 Février 2019 22:02

partage et de la redistribution (ou, plus simplement, de la justice sociale, formule chère au cœur des royalistes), idéologies ou doctrines subsistantes mais dépassées par le désir des élites de moins en moins nationales de rejoindre le modèle de « réussite » anglosaxon, une réussite indexée avant tout sur l'argent-capital : c'est le temps des « gagners » qui remplacent les « meilleurs » ! Désormais, être un « gagnant » s'apparente à gagner le plus d'argent possible, « la » valeur finale, quand les « meilleurs », parfois symboles d'un monde ancien ou d'une culture traditionnelle, semblent ne pas prêter la même attention à cette « valeur-là », à leurs yeux trop corruptrice : l'abbé Pierre ou sœur Emmanuelle sont « nos meilleurs » dans ces années 1980-2000 quand Bernard Tapie ou Robert Maxwell, de l'autre côté de la Manche, se veulent les « gagners » qui, d'une certaine manière, termineront mal, le premier déconsidéré, le second opportunément noyé... Mais, déchus, les gagners n'entraînent pas le système dans leur chute, bien au contraire, et celui-ci survit et se nourrit de cette séduction faustienne permanente pour ce que Maurras nommait «

le vil métal

».



Mais désormais, le travail ne paie plus directement ou « aussi bien qu'avant » celui qui l'effectue, mais bien plutôt celui qui exploite le travail d'autrui et en tire profit : les classes moyennes, attachées à un modèle de société de consommation auxquelles elles ont été habituées depuis les années Cinquante et qui les rend dépendantes d'icelle, consentent aux

La tragédie des classes moyennes. Partie 1 : Les illusions perdues.

Écrit par Jean-Philippe

Mercredi, 20 Février 2019 21:32 - Mis à jour Mercredi, 20 Février 2019 22:02

efforts durant un temps relativement long avant que de risquer la contestation lorsque leur ressentiment (ou leur déception), trop longtemps ignoré des gouvernements successifs, se cristallise brusquement (brutalement, même) sur ce qui semble un « détail » mais devient symbole aux yeux des « hommes communs », que cela soit le prix du carburant, la hausse annoncée d'une taxe ou la limitation à 80 kilomètres par heure. Le fait que ces décisions « d'abord technocratiques » soient prises par un « Pays légal » qui paraît trop parisien pour pouvoir respecter les provinces et se faire comprendre du « Pays réel » (dans sa pluralité), aggrave le sentiment d'injustice, qu'elle soit territoriale ou sociale (ou les deux à la fois).

Ainsi, « **Les « gilets jaunes » ne sont pas des nostalgiques du monde d'hier qui auraient tout à perdre, mais au contraire un conglomérat d'individus conscients d'être la double victime désignée de notre temps : beaucoup leur est demandé pour soutenir le système, sans que grand-chose ne leur soit restitué. Par exemple, ils s'attendent à ce que, après avoir tenu le système de retraite à bout de bras, lorsqu'à leur tour ils devront y puiser, la caisse ne soit vide.**

» Ce ne sont pas des bénéficiaires des aides sociales ou des « prolétaires » mais des salariés qui constatent que les promesses de la société de consommation et d'abondance, promesses apparemment tenues durant ce que l'on nomme un peu facilement et sans doute injustement les « Trente Glorieuses », ne sont plus que des rêves évanouis. Reste alors la frustration, ce moment compliqué d'un réveil de lendemain de fête, bouche pâteuse et angoisse affleurante...

La tragédie des classes moyennes. Partie 1 : Les illusions perdues.

Écrit par Jean-Philippe

Mercredi, 20 Février 2019 21:32 - Mis à jour Mercredi, 20 Février 2019 22:02



Un grand nombre de personnes ont été tuées et blessées lors de ces attentats, et les conséquences sont toujours en cours d'évaluation. Les autorités ont promis de faire justice et de renforcer la sécurité.